

Iran-États-Unis : une diplomatie de façade sur fond de guerre qui s'enlise

À New York, les canaux restent ouverts. Sur le terrain, l'escalade s'accélère.

Mardi 22 septembre, en marge de la 81e Assemblée générale des Nations unies, l'administration Trump et Téhéran ont renoué le contact.

L'émissaire spécial américain Steve Witkoff a annoncé sur le réseau X que son équipe avait mené des « *discussions prolongées avec la délégation iranienne par l'intermédiaire de médiateurs, qui ont fait la navette entre les deux camps tout au long de la journée* », ajoutant que ce round de discussions s'était achevé de façon qu'il espère « *constructive et prometteuse* », et que les médiateurs poursuivraient leur travail.

Les médias d'État iraniens ont confirmé, de leur côté, que le ministre des Affaires étrangères Abbas Araghchi avait rencontré Steve Witkoff à la demande de ce dernier, la discussion portant notamment sur les conditions iraniennes de réouverture du détroit d'Ormuz.

Le président Trump a confirmé que Steve Witkoff et son conseiller Jared Kushner avaient rencontré les médiateurs, tout en prévenant, lors d'un point presse : « *C'est la grandeur, une grandeur potentielle, ou l'anéantissement. Dans un cas, c'est l'anéantissement. Et l'autre alternative, c'est une grandeur potentielle.* »

Cette séquence diplomatique intervient alors que le conflit qui oppose depuis sept mois les États-Unis et Israël à l'Iran s'est installé dans la durée, sans qu'aucun des deux camps ne montre de signe de fléchissement sur ses lignes rouges.

Une rencontre importante, donc, mais qui ne constitue pas une percée, et qui illustre un paradoxe central de cette crise : la diplomatie se poursuit, mais elle ne rime pas avec progrès.

Les positions inconciliables des deux camps

Le blocage actuel obéit à une logique de négociation classique où chaque partie estime que céder en premier coûterait plus cher que de continuer à subir les pertes du statu quo.

Du côté iranien, la position est celle d'un acteur qui a déjà consenti un coût économique considérable, au point que le concept même de « nouvelle concession » perd de son sens marginal.

Le régime a choisi de socialiser cette douleur plutôt que de plier. Selon le Fonds monétaire international, l'économie iranienne devrait se contracter de 6,1% en 2026, avec une inflation de 68,9%, la pire depuis 1979. Le rial, qui s'échangeait autour de 600 000 pour un dollar avant le conflit, est tombé jusqu'à 2 020 000 fin août, avant de fluctuer autour de 1,3 à 1,9 million.

La Banque centrale iranienne a dû mettre en circulation son plus gros billet jamais imprimé, 10 millions de rials, un mois seulement après avoir introduit la coupure de 5 millions.

Le blocus naval américain a fait chuter les exportations pétrolières iraniennes à zéro en mai 2026, contre 2,1 millions de barils/jour en février, un manque à gagner estimé à environ 435 millions de dollars par jour.

Or c'est précisément ce niveau de souffrance déjà encaissé qui, paradoxalement, réduit l'incitation à négocier dans l'immédiat. Un régime qui a survécu à la plus grande campagne aérienne américano-israélienne de son histoire, à l'effondrement de sa monnaie, à des taux d'inflation dépassant parfois 88% selon les statistiques officielles iraniennes elles-mêmes, et à des vagues de protestations meurtrières fin 2025-début 2026, a démontré, à lui-même autant qu'à Washington, une capacité de résilience qui renforce sa position de négociation plutôt qu'elle ne l'affaiblit.

C'est le paradoxe du sacrifice consenti : plus le coût déjà payé est élevé, moins il est politiquement acceptable de l'avoir enduré « pour rien », ce qui pousse mécaniquement vers la persistance plutôt que vers la capitulation.

Le calcul stratégique de Téhéran repose vraisemblablement sur l'idée que le temps joue en sa faveur. La flambée des prix du pétrole, qui a dépassé les 100 dollars le baril de Brent début septembre pour la première fois depuis juillet, accroît le coût économique et politique d'une guerre prolongée pour Washington, à l'approche d'élections de mi-mandat où les Républicains cherchent à préserver leurs majorités étroites au Congrès.

Trump a lui-même reconnu début septembre que les prix de l'énergie ne redescendraient probablement pas avant le scrutin du 3 novembre, tout en pariant que l'Iran « ne pourra plus tenir » après les élections.

L'assassinat de Khamenei devait, selon le pari américano-israélien, exposer la fragilité du régime et provoquer des défections, voire un soulèvement populaire. C'est l'inverse qui s'est produit, et ce résultat n'a rien d'accidentel. Il découle de

quatre mécanismes structurels que la planification américaine semble avoir sous-estimés.

Dans la théologie politique chiite, le martyr transforme une défaite politique en victoire morale. Tué par des frappes américano-israéliennes pendant le Ramadan, alors qu'il supervisait la préparation militaire du pays, Khamenei a été élevé au rang d'« Imam-e Shahid », saint martyr, un statut qui dépasse largement la géopolitique et résonne dans la mémoire collective chiite, de Bahreïn au Pakistan et jusqu'au Cachemire.

Ce symbolisme compte bien plus que ce que beaucoup de stratèges occidentaux semblent comprendre. Dans la théologie politique chiite, le martyr n'est pas une perte mais une métamorphose. Elle transforme la défaite politique en victoire morale et transforme les dirigeants tombés en sources de mobilisation durable. L'assassinat n'a donc pas seulement destitué un dirigeant ; elle l'a mythifié parmi ses partisans. Et le mythe, dans les régimes révolutionnaires, est une source de pouvoir et de renouveau.

Pour des millions de partisans du régime, évalués à environ un quart des 93 millions d'habitants du pays, ce capital symbolique a agi comme un puissant facteur de mobilisation, revitalisant le trope de la « victime juste » et éclipsant, au moins temporairement, la crise de légitimité plus large que traversait le régime avant la guerre.

Le paradoxe est cruel pour les planificateurs américano-israéliens : ce que Khamenei, de son vivant, avait échoué à accomplir, un regain de ferveur révolutionnaire, sa mort l'a rendu possible. Dans son vivant, Khamenei était un idéologue ardent dont le leadership a laissé l'Iran isolé et en crise. L'un des derniers dirigeants survivants de la Révolution de 1979, il croyait que son mandat divin était de préserver la pureté idéologique de la République islamique : conservatisme islamique, anti-impérialisme, autonomie et résistance.

Il confondait systématiquement la souveraineté nationale iranienne avec l'idéologie révolutionnaire, sacrifiant souvent la flexibilité pragmatique au service de la continuité doctrinale, ne cédant que lorsque la survie du régime était en jeu. Un exemple notable s'est produit en 2013, lorsque Khamenei, critique obstiné des négociations avec les États-Unis, a donné son feu vert aux négociations ayant conduit à l'accord nucléaire d'Obama, les qualifiant de « flexibilité héroïque ».

La gestion des crises et des conflits est devenue des aspects inévitables du style de gouvernance de Khamenei. Il a conduit le pays d'une crise à l'autre, gouvernant

non pas malgré les urgences mais à travers celles-ci. Mais le gouvernement par crise a eu un effet paradoxal. Sous Khamenei, la République islamique est passée d'un État révolutionnaire rudimentaire à un système politique très résilient.

En étroite collaboration avec le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI), avec lequel il a tissé des liens profonds pendant la guerre Iran-Irak, il a supervisé la transformation du régime en un État décentralisé, hyper-institutionnalisé, organisé horizontalement, avec de multiples redondances, des factions qui se chevauchent et un appareil sécuritaire omniprésent.

Les branches et ramifications du CGRI se sont étendues dans l'espace civil, tandis que les fondations religieuses et les trusts quasi-gouvernementaux (ou Bonyads) ont explosé pour créer une économie parallèle afin d'échapper aux sanctions américaines et internationales.

Le système n'était pas conçu pour l'efficacité, mais pour garantir la survie sous une pression implacable, tant intérieure qu'étrangère. Au fil du temps, cette architecture a produit un état total moderne capable d'absorber des chocs qui auraient ébranlé d'autres régimes. Le pouvoir en Iran est réparti entre les instances cléricales, les institutions de sécurité, les conglomerats économiques et les chaînes de commandement parallèles.

La République islamique n'est ni un monolithe ni une personnalité dictée. Le régime considère les individus, y compris les dirigeants, comme sacrificiables au service de sa survie à long terme. En effet, le système est expressément conçu pour absorber les pertes, des commandants de guerre des années 80 aux scientifiques nucléaires et généraux tués par le Mossad. Les mécanismes de succession sont intégrés dans la structure elle-même.

Le régime avait également élaboré de longue date des plans d'urgence pour remplacer ses dirigeants et commandants militaires après leur assassinat. La succession, même au sommet de l'État, s'est déroulée sans trop de difficultés, assurant la continuité de la gouvernance et des opérations des forces armées, malgré la mort de dizaines de hauts responsables.

Finalement, il était plus facile pour la République islamique de saboter l'évolution politique et d'entraver ses adversaires que pour les États-Unis de la contraindre à modifier son comportement. Certes, les États-Unis peuvent nuire à la République islamique sur les plans économique et militaire, mais Washington a largement surestimé sa capacité à contraindre Téhéran à renier des décennies de politique étrangère.

Cette guerre fut, dès le départ, une démonstration flagrante des défauts de Trump à tous les niveaux. Pour gagner une guerre, il faut comprendre la politique de l'adversaire et savoir comment la faire évoluer. Trump, Hegseth et les autres ont traité les dirigeants iraniens comme des personnages caricaturaux qui obéiraient immédiatement aux Américains dès les premiers bombardements.

Les Américains n'avaient aucune stratégie, aucune idée de la façon dont la violence pouvait influencer la politique, et ils n'ont même pas envisagé que les Iraniens puissent en avoir une. Dès que les Iraniens ont fait ce qui semblait évident, à savoir répondre aux frappes américaines à longue portée par les leurs et fermer le détroit d'Ormuz, la guerre était presque finie.

La puissance aérienne et les assassinats ciblés n'ont pas déclenché un soulèvement démocratique intérieur, ni effacé des décennies de contrôle institutionnel profondément enraciné.

Au lieu de cela, le pouvoir s'est rapidement consolidé autour d'une faction encore plus dure et aguerrie par la guerre du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI), confirmant la maxime intemporelle du général Omar Bradley selon laquelle « les amateurs parlent de tactiques, mais les professionnels parlent de logistique » et de durabilité à long terme.

L'Iran dispose d'un cadre institutionnel à plusieurs niveaux, clérical, militaire et bureaucratique, conçu pour absorber les chocs et assurer la continuité sous pression. Les évaluations américaines et israéliennes ont probablement identifié de réelles vulnérabilités, y compris le mécontentement du peuple iranien envers le régime. Mais ils ont surestimé la puissance de la pression extérieure pour déclencher un effondrement systémique.

Sous son apparence islamiste et révolutionnaire, l'Iran est un État civilisationniste avec une profonde continuité institutionnelle remontant à des millénaires et une base industrielle importante. Il représente un domaine culturel façonné par sa géographie et son héritage historique qui dépasse le modèle occidental de l'État-nation.

De plus, le régime actuel lui-même a été forgé au fil de décennies de guerre, de sanctions et de bouleversements internes. En effet, l'Iran appartient à une catégorie d'État totalement différente : une puissance moyenne dotée d'une puissance régionale et d'une résilience structurelle.

Ainsi, la destruction systématique de l'opposition intérieure, aggravée par des guerres hybrides et des sanctions économiques qui vidaient la classe moyenne et

liaient la survie économique à l'État, rendait un changement de régime organique de plus en plus improbable en l'absence de fragmentation des élites et de défection des forces de sécurité.

Et en l'absence d'une invasion terrestre à grande échelle, une campagne aérienne extérieure était toujours peu susceptible de provoquer un effondrement systémique, d'autant plus compte tenu du dysfonctionnement de l'opposition iranienne et de son manque d'organisation en Iran.

Dans cette optique, le martyr de Khamenei offre à Téhéran un rare gain stratégique, servant de puissant moteur de solidarité politique en revitalisant le trope familier de la « victime juste » : éclipsant ainsi la crise de légitimité plus large du régime. En ce sens, la mort de Khamenei pourrait finalement renforcer le noyau idéologique de la République islamique plus que son règne de plusieurs décennies ne l'a jamais fait.

Bien qu'il soit méprisé par des millions d'Iraniens qui le tiennent personnellement responsable de la mort de milliers de manifestants le mois dernier, des millions de partisans de Khamenei occupent déjà les rues en deuil à travers le pays.

Ce que le leader assiégé a lutté pour accomplir dans sa vie, un regain de ferveur révolutionnaire, il peut désormais l'accomplir dans la mort. Le régime possède désormais un nouveau réservoir de capital spirituel, un récit unificateur capable de maintenir la cohésion des élites à travers une succession tendue.

Cette succession est peu susceptible de produire de la modération. Au contraire, les incitations structurelles vont dans la direction opposée. Les transitions de direction en temps de conflit, au milieu de traumatismes nationaux et de brouillard de guerre, tendent à renforcer les factions axées sur la sécurité au penchant plus nationaliste.

Ironiquement, Khamenei lui-même a peut-être aussi été une force modératrice dans au moins un domaine crucial : l'armement nucléaire.

Malgré son zèle révolutionnaire et son soutien ardent au droit de l'Iran à une souveraineté nucléaire (pacifique), il a maintenu une interdiction religieuse, une fatwa, contre la bombe. Guidé par le CGRI et l'establishment sécuritaire plus réaliste de l'Iran, son successeur est peu susceptible de s'en tenir aux scrupules théologiques ou idéologiques de Khamenei.

Regarder un Guide suprême assassiné par des puissances étrangères encouragera inévitablement la dissuasion nucléaire comme politique d'assurance

ultime. En effet, la CIA avait déjà conclu cela avant la frappe. Au contraire, ce meurtre pourrait accélérer l'option nucléaire même qu'elle cherchait à empêcher.

Cette même possibilité révèle à quel point Washington souffre de myopie stratégique et d'un manque de stratégie finale en Iran. Au lieu de contraindre la reddition, la pression militaire pourrait radicaliser les élites iraniennes tout en réduisant l'espace pour la diplomatie.

Plutôt que de donner du pouvoir aux modérés qui voudraient engager les États-Unis, elle valide la vision du monde des durs qui soutiennent depuis longtemps que le compromis invite à l'agression. Le résultat est un État sécuritaire renforcé, réduisant l'espace déjà limité pour le pluralisme interne.

Au lieu d'instaurer l'effondrement du régime en Iran, le conflit risque de produire la dynamique opposée : un piège à l'escalade sans issues faciles.

Il y a aussi d'autres risques. Les premiers jours du conflit ont déjà vu l'expansion du conflit, attirant des proxies iraniens et exposant les vulnérabilités des partenaires américains dans le golfe Persique. Une mission conçue comme un coup décisif pourrait se transformer en un autre conflit au Moyen-Orient sans fin, sans fin, précisément le genre d'enchevêtrement prolongé que les administrations américaines successives se sont engagées à éviter.

Bien qu'une invasion totale soit peu probable et constituerait un suicide politique pour le Parti républicain, la guerre pourrait tout de même s'intensifier et s'envenimer comme un borborygme dont Washington ne pourra pas s'échapper de sitôt : risquant le sang et les trésors américains et une économie mondiale brisée pour les ambitions régionales d'Israël, sans aucun avantage pour les États-Unis.

Un tel scénario a des implications stratégiques plus larges. Dans un monde de plus en plus multi-nœudal, les guerres régionales prolongées imposent de réels coûts d'opportunité. Ils épuisent les ressources, sollicitent les stocks et détournent l'attention des intérêts géopolitiques de rang supérieur. Compte tenu de la nature déjà transrégionale et escaladatrice de la guerre, l'Iran pourrait facilement devenir le conflit qui compléterait la « rupture » dans l'ordre fondé sur les règles.

Rien de tout cela ne signifie que la République islamique est invulnérable. Elle fait face à de profonds défis structurels : stagnation économique, pressions démographiques et explosions périodiques de troubles intérieurs. Sa population est profondément polarisée, et l'islamisme lui-même apparaît comme une idéologie épuisée même au sein des membres du régime.

Mais les frappes de décapitation externes sont mal adaptées pour exploiter ces vulnérabilités. Au contraire, ils consolident les régimes en fournissant précisément ce qui leur manque en période de tension interne : un ennemi extérieur unificateur et un mythe mobilisateur.

Pour une administration Trump qui prétend pratiquer un réalisme dur, cela représente une erreur flagrante. Cela reflète un échec à saisir à la fois la profondeur civilisationnelle de l'Iran et l'endurance adaptative de la République islamique. L'Iran n'est ni un pétrolier fragile ni une dictature personnelle vidée prête à tomber.

Au lieu de cela, Mojtaba devint une figure centrale dans un processus de succession étroitement géré. Le pouvoir s'est décisif tourné vers l'appareil sécuritaire alors que le CGRI étendait son influence sur les organes décisionnels clés, y compris la présidence et le Conseil suprême de sécurité nationale.

La configuration émergente apparaît plus centralisée, plus militarisée et moins contrainte par des factions concurrentes. Le régime émergent post-Ali Khamenei reflète ainsi une transformation ainsi que la continuité. La République islamique a tenu bon et est même devenue plus agressive.

Cette métamorphose reflète les conditions qui ont permis l'ascension de la République islamique à l'origine. Téhéran a réagi à la confrontation actuelle avec les forces extérieures de la même manière qu'elle l'a fait lors de la révolution de 1979. Elle a fermé les rangs, notamment parmi les partisans du régime, les dirigeants des Gardiens de la révolution et les membres du Basij, une milice organisée par l'État dont le principal mandat est de réprimer la dissidence intérieure.

La lutte existentielle contre Israël et les États-Unis a supplanté les désaccords des partisans du régime. Et elle a mobilisé le soutien autour de la République islamique et de sa direction, comme en témoignent les manifestations massives et soutenues en soutien au régime depuis le début de la guerre. Le régime est peut-être plus faible sur le papier après les attaques, mais il est bien plus résilient.

En remplaçant la diplomatie par des menaces militaires existentielles, Washington a pratiquement garanti que tout régime iranien d'après-guerre considérera une dissuasion nucléaire fonctionnelle non pas comme un luxe négociable, mais comme une exigence absolue pour la survie nationale. Comme l'a écrit le stratège Carl von Clausewitz, « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. »

L'Iran qui émergera après Khamenei sera probablement moins façonné par une théologie radicale que par les forces militaires, les services de renseignement et les organisations coercitives dont l'influence n'a cessé de croître au cours des deux dernières décennies. Cette évolution ne date pas de la crise de succession actuelle.

Bien avant la mort de Khamenei, la République islamique était déjà passée d'une théocratie révolutionnaire à un État dominé par la sécurité, où les institutions militaires, de renseignement et coercitives exerçaient une influence grandissante sur presque tous les aspects de la gouvernance.

Au cœur de cette transformation se trouve le Corps des gardiens de la révolution islamique iranien, qui s'est progressivement étendu bien au-delà de son mandat militaire initial pour devenir un acteur politique, un appareil de renseignement, un conglomérat économique et, finalement, l'un des principaux piliers de la survie du régime.

Les vagues successives de troubles intérieurs, le déclin économique, l'isolement international et les conflits régionaux ont renforcé la dépendance du régime à l'égard d'institutions capables de maintenir l'ordre intérieur et d'affirmer sa puissance extérieure. À mesure que l'idéologie révolutionnaire perdait de son pouvoir de mobilisation, l'État s'est de plus en plus appuyé sur des institutions coercitives et sécuritaires pour préserver la stabilité.

Les décisions stratégiques ont été davantage influencées par les priorités militaires et de renseignement, tandis que les ressources économiques et la politique étrangère sont tombées sous l'emprise croissante de l'appareil sécuritaire. Durant les dernières années du règne de Khamenei, les institutions cléricales continuaient d'assurer une légitimité symbolique, mais les mécanismes concrets du pouvoir avaient déjà évolué.

La capacité de l'État à gouverner dépendait moins de l'autorité religieuse que de l'aptitude des institutions sécuritaires à gérer la dissidence, à contrôler les ressources et à faire face aux menaces perçues, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

L'autorité autrefois concentrée entre les mains du Guide suprême iranien devenant plus difficile à reproduire, ces institutions sont en mesure de jouer un rôle encore plus important dans la construction de l'avenir de l'Iran.

Il en résulte l'émergence d'un ordre politique post-Khamenei, de plus en plus régi par une logique de sécurité, de survie et de coercition, plutôt que par les idéaux révolutionnaires sur lesquels la République islamique a été fondée.

Cette transformation interne survient au moment même où l'un des instruments stratégiques les plus importants de l'Iran subit une pression croissante. Pendant des décennies, Téhéran a compensé ses limitations militaires conventionnelles en constituant un vaste réseau de forces supplétives s'étendant du Liban et de la Syrie à l'Irak, au Yémen et aux territoires palestiniens.

Le Hezbollah, le Hamas, le Jihad islamique palestinien, les milices irakiennes et les Houthis formaient l'épine dorsale d'une stratégie permettant à l'Iran de projeter son influence, de défier ses adversaires régionaux et de menacer les intérêts américains, tout en évitant les coûts d'une confrontation militaire directe.

Ce modèle, cependant, montre des signes de faiblesse. Plusieurs partenaires régionaux de Téhéran subissent d'importants revers militaires et politiques, tandis que les gouvernements régionaux perçoivent de plus en plus l'influence iranienne comme une contrainte à gérer plutôt que comme une menace à tolérer.

Les opérations militaires israéliennes, les activités de renseignement et le renforcement de la coopération régionale en matière de sécurité ont accentué la pression sur les organisations qui opéraient autrefois avec une relative liberté.

De ce fait, la distance stratégique que permettait jadis la guerre par procuration s'érode progressivement. Cette évolution a des implications importantes pour l'ordre post Khamenei. Pendant des années, le recours à des forces supplétives a permis à Téhéran de maintenir la dissuasion tout en préservant une ambiguïté stratégique.

Cependant, la confrontation indirecte semble de moins en moins apte à atteindre les mêmes objectifs politiques et militaires. Le conflit entre l'Iran et Israël illustre la rapidité avec laquelle les anciennes conceptions s'effondrent. Ce qui était autrefois géré principalement par des forces supplétives se rapproche désormais d'une confrontation directe entre États.

L'histoire montre que de telles périodes de transition peuvent être particulièrement dangereuses. Les régimes affaiblis ne deviennent pas nécessairement plus prudents ; ils sont souvent plus enclins à prendre des risques.

Les systèmes politiques confrontés à une légitimité déclinante, à des difficultés économiques, à une incertitude quant à leur leadership et à des revers stratégiques se tournent fréquemment vers la confrontation extérieure pour affirmer leur force et renforcer leur cohésion interne.

La République islamique post-Khamenei présente nombre de ces caractéristiques. Elle doit faire face à des questions de succession, à des pressions persistantes, à la confiance de l'opinion publique et à des défis croissants à son influence régionale.

Dans ces conditions, des actions qui peuvent paraître irrationnelles vues de l'extérieur peuvent être perçues en interne comme des mesures nécessaires au maintien de la dissuasion, de la crédibilité et de la survie politique.

Pour les décideurs politiques américains, ces développements exigent une réévaluation fondamentale des hypothèses de longue date concernant l'Iran. Pendant près de deux décennies, la stratégie américaine a été dominée par la question nucléaire, les sanctions, la diplomatie et la dissuasion étant considérées comme les principaux outils de gestion du défi iranien.

Si le programme nucléaire demeure une préoccupation majeure, il ne représente plus la seule question stratégique, ni même la plus importante. L'enjeu plus significatif réside dans l'émergence d'un État sécuritaire post-Khamenei dont le comportement pourrait être moins dicté par la politique cléricale que par les priorités des institutions militaires et de renseignement, de plus en plus axées sur la survie du régime.

Cette réalité suggère que Washington doit dépasser le cadre des négociations et des niveaux d'enrichissement pour mieux appréhender l'évolution interne de la République islamique. Le comportement futur de l'Iran sera déterminé non seulement par ses capacités, mais aussi par la nature du système politique qui les contrôle.

Un pouvoir plus militarisé et plus instable pourrait se révéler moins prévisible, moins contraint par les considérations politiques traditionnelles et plus enclin à prendre des risques que les générations précédentes de dirigeants iraniens cherchaient à éviter.

Parallèlement, l'affaiblissement de l'architecture régionale de la République islamique ne doit pas être automatiquement interprété comme une réduction de la menace que représente le régime. Dans certaines circonstances, le déclin de son influence et l'insécurité croissante peuvent inciter à une confrontation accrue

plutôt qu'à la retenue. La question stratégique centrale à laquelle sont confrontés les États-Unis n'est donc plus de savoir si l'Iran peut être géré par le biais d'un nouveau cycle de négociations.

La question plus importante est de savoir si Washington comprend la nature de l'État qui émerge après Khamenei. La République islamique subit une profonde transformation, passant d'une théocratie révolutionnaire à un ordre politique dominé par la sécurité, dont la légitimité, la stabilité et la position régionale sont de plus en plus incertaines.

De tels systèmes sont souvent plus instables, plus enclins à prendre des risques et plus difficiles à dissuader. Alors que le Moyen-Orient entre dans l'ère post-Khamenei, les décideurs politiques américains doivent faire face à une réalité plus large : le défi posé par l'Iran ne réside plus seulement dans ce que fait le régime, mais aussi dans ce qu'il est en train de devenir.

La campagne de « pression maximale » lancée par la première administration Trump en mai 2018, à la suite du retrait américain du JCPOA, constitue le test empirique le plus direct et le plus convaincant du raisonnement que la deuxième administration Trump cherche à appliquer en 2026, mais en sens inverse.

Au milieu de la guerre, de la destruction et du mécontentement politique, la République islamique devrait probablement survivre, moins flexible, plus défiant, et nouvellement consacrée par le sang de son dirigeant tombé.

À bien des égards, nous constatons que les caractéristiques essentielles de Trump se manifestent dans une affaire de sécurité nationale aux enjeux les plus importants.

Tout d'abord, il est absolument convaincu de pouvoir tout faire, de pouvoir matérialiser n'importe quelle réalité par sa seule volonté, malgré toutes les preuves et les expertises qui démontrent le contraire. Séduit par le succès fulgurant du renversement du président Nicolás Maduro au Venezuela, il s'est persuadé qu'il pouvait provoquer l'effondrement rapide du régime iranien.

Deuxièmement, il a aggravé son aveuglement par sa croyance infantile en l'invincibilité de la puissance militaire américaine. Un nom d'opération à la virilité exacerbée, Epic Fury, et un flot quotidien d'images d'immeubles explosant ont renforcé son illusion. Les militaires américains sont redoutables et extrêmement professionnels ; ils ont mené à bien leurs missions avec précision et efficacité, affaiblissant diverses capacités iraniennes. Mais Trump était incapable d'aligner ces opérations sur des objectifs stratégiques réalisables.

Troisièmement, face aux difficultés, Trump a commencé à s'agiter. Un jour, il menaçait d'anéantir la civilisation iranienne, le lendemain (et les suivants), il promettait un accord imminent. Jamais soucieux du détail, il a avoué s'ennuyer de la guerre. Et comme lorsque ses entreprises ont frôlé la faillite, alors que des solutions plus judicieuses étaient désormais hors de portée, il s'est accroché à n'importe quelle issue, au mépris des conséquences pour la crédibilité, les alliances et l'influence des États Unis.

Quatrièmement, il était sensible à la flatterie, surtout de la part des dirigeants autoritaires. Rappelez-vous son échange infructueux de lettres d'amour avec Kim Jong un ? Cela n'a abouti à aucune avancée dans la diplomatie nucléaire avec la Corée du Nord. D'une manière ou d'une autre, s'est persuadé d'être le dirigeant capable de reconnaître et de cultiver un nouvel esprit de coopération émanant des dirigeants « très rationnels » et « non radicalisés » désormais au pouvoir à Téhéran.

À Singapour, Trump avait notamment essayé de séduire Kim en lui faisant miroiter la transformation des côtes nord-coréennes, théâtre d'essais de missiles, en zones immobilières de premier choix, s'extasiant devant les « magnifiques plages » du pays et imaginant « les meilleurs hôtels du monde ».

Mais pour des dictatures révolutionnaires comme la Corée du Nord et l'Iran, les hôtels de luxe soutenus par l'Occident, les touristes étrangers et la libre circulation des capitaux ne sont pas une victoire ; ce sont un cheval de Troie qui éroderait leur contrôle total de l'information et leur légitimité idéologique.

Cinquièmement, il a commis une erreur en s'engageant dans une guerre à laquelle les Américains étaient largement opposés, et cette opposition s'est accrue lorsqu'ils en ont ressenti les conséquences sur leur pouvoir d'achat. Mais il est vite devenu évident, face à la menace d'un désastre électoral, que Trump mettrait fin au conflit. Certes, la fin de la guerre était nécessaire ; mais brader les ressources locales pendant ce temps-là relevait d'une réaction de survie dictée par la panique.

La République islamique, l'un des régimes les plus brutaux, isolés et impopulaires au monde, a émergé de la guerre avec une économie et une armée encore plus décimée, mais une confiance retrouvée. À la veille du conflit, c'était un paria international ruiné qui venait de massacrer des milliers, voire des dizaines de milliers de ses propres citoyens pour écraser un soulèvement populaire.

Aujourd'hui, elle célèbre avoir défié les États-Unis et Israël et se délecte des commentaires occidentaux qui la présentent comme une puissance montante.

Les présidents américains ne prennent généralement conscience de la nature de la République islamique qu'à la fin de leur mandat. Depuis la révolution de 1979 et la crise des otages qui s'ensuivit, ruinant la campagne de réélection de Jimmy Carter, Téhéran s'est enorgueilli de saboter les dirigeants américains. Cette fois-ci, il pourrait bien faire d'une pierre deux coups : la présidence de Donald Trump et les ambitions présidentielles de J.D. Vance.

Du côté américain, l'administration Trump fait face à une équation différente mais tout aussi contraignante. L'administration maintient depuis sept mois une double pression militaire et économique, sans que le régime, dominé par les cadres endurcis du Corps des gardiens de la révolution islamique, ne montre de signe d'effondrement ni de volonté de capitulation.

Reconnaître publiquement que les 100+ dollars le baril ne redescendront pas avant les élections de mi-mandat du 3 novembre revient à admettre un échec de gestion de crise à quelques semaines d'un scrutin où les Républicains défendent des majorités étroites.

Mais accepter une sortie de crise qui laisserait l'Iran capable de reprendre ses exportations pétrolières, de récupérer ses avoirs gelés et de conserver une partie de son infrastructure nucléaire exposerait Trump à l'accusation inverse, avoir mené une guerre coûteuse en vies, en ressources militaires et en crédibilité stratégique pour un résultat net négatif.

Cette double contrainte explique la rhétorique oscillante de l'administration, entre la menace d'« anéantissement » et l'expression d'un optimisme sur un règlement post-électoral.

Le regain d'implication diplomatique du Qatar, acteur médiateur habituel dans la région, permet de maintenir les canaux ouverts et de limiter le risque d'erreurs d'appréciation.

Mais tant que ni Washington ni Téhéran ne seront disposés à transiger sur ce que chacun considère comme fondamental, modalités de navigation à Ormuz, levée du blocus, gel des avoirs et conditions de sortie de guerre, le processus risque de tourner en rond.

Le contrôle du détroit d'Ormuz constitue pour Téhéran le seul levier de coercition symétrique dont dispose l'Iran face à une puissance militaire très supérieure. L'Iran ne peut rivaliser avec les capacités de frappe américaines, mais il peut, par sa seule position géographique sur les 33 km de large du détroit, imposer un coût économique mondial disproportionné par rapport à sa propre puissance militaire.

Céder totalement sur ce point reviendrait, pour Téhéran, à abandonner son unique carte de dissuasion non nucléaire, ce qui explique pourquoi les discussions rapportées par les médias d'État iraniens à New York se sont concentrées précisément sur les « conditions » de réouverture, et non sur une réouverture inconditionnelle.

Le débloqué des avoirs gelés et la levée du blocus naval, de leur côté, conditionnent directement la survie budgétaire du régime. Selon des sources proches de l'establishment iranien citées par Reuters, les autorités craignent de ne plus pouvoir assurer le versement des salaires de la fonction publique, un risque existentiel pour la stabilité du pouvoir, bien plus immédiat que n'importe quelle considération géopolitique abstraite.

Le nœud du différend actuel avec l'Iran tient au fait que, du point de vue de Téhéran, aucune issue crédible ne permet de préserver ce que le régime considère comme ses intérêts fondamentaux.

Les dirigeants iraniens ne peuvent se permettre d'être perçus comme capitulant, ni sur la scène internationale ni sur le plan intérieur. À leurs yeux, renoncer à ce qu'ils considèrent comme leurs droits souverains dans le détroit d'Ormuz équivaldrait à une capitulation. Placés devant l'alternative entre escalade et ce qu'ils perçoivent comme une reddition, ils sont structurellement enclins à privilégier l'escalade.

Cela ne signifie pas pour autant que la République islamique recherche la guerre pour elle-même. Téhéran préférerait, en principe, revenir à la voie diplomatique plutôt que de s'engager dans un conflit sans issue, à condition que ses principes fondamentaux et ses positions de négociation soient respectés.

Le problème est que si les négociations impliquent l'abandon du programme nucléaire, le démantèlement des capacités balistiques et l'acceptation des conditions américaines sur le détroit d'Ormuz, les dirigeants iraniens ont peu de chances d'y consentir.

De leur point de vue, ces exigences remettent en cause les fondements mêmes de la sécurité et de la légitimité du régime.

Ni les incitations financières ni des frappes américaines limitées sur des installations comme l'île de Sirik ne semblent en mesure de faire évoluer cette position. Si l'objectif de Washington est de modifier fondamentalement la donne dans le détroit, il faudrait vraisemblablement une stratégie bien plus ambitieuse

qu'une pression militaire graduée, une stratégie visant soit le renversement du régime, soit l'établissement d'un contrôle durable sur le détroit.

À défaut, l'Iran ne reviendra probablement pas sur ce qu'il considère comme une question de souveraineté fondamentale.

Cette impasse structurelle a des conséquences directes sur la trajectoire diplomatique. Si les États-Unis cherchent à conclure un accord global avec l'Iran, ils devront à un moment donné trancher entre deux options : accepter la position de Téhéran sur l'administration du détroit, ou accepter que les négociations s'enlisent durablement si Washington persiste à vouloir faire transiter des pétroliers par des routes que l'Iran rejette.

Pour les dirigeants iraniens, il ne s'agit pas d'un simple différend maritime mais d'une question de souveraineté, de crédibilité et de dissuasion, non d'un moyen de pression négociable. Faire marche arrière sur ce point entraînerait des coûts intérieurs et régionaux que le régime n'est vraisemblablement pas prêt à assumer.

C'est cette asymétrie de perception, un enjeu logistique et commercial pour Washington, un enjeu existentiel de souveraineté pour Téhéran, qui risque de transformer le détroit d'Ormuz en source persistante de confrontation.

À moins que l'une des deux parties ne révise radicalement ses objectifs, ce différend a vocation à demeurer non résolu, avec la capacité de compromettre, à intervalles réguliers, les efforts diplomatiques plus larges entre les deux pays.

Pour le régime iranien, le maintien de son emprise sur le détroit d'Ormuz s'est avéré plus important que les dizaines de milliards de dollars d'allègements de sanctions accordés par l'administration Trump. C'est parce que Téhéran adopte une stratégie à long terme. Les responsables iraniens estiment que le pays est enfin devenu une puissance hégémonique régionale, après l'échec des États-Unis et d'Israël à atteindre leurs principaux objectifs dans la guerre qu'ils ont déclenchée en février.

Et, tant que Téhéran consolidera ce nouveau statut en obtenant des accords permanents pour contrôler cette voie maritime vitale, et dominera par la même occasion les économies du Golfe persique, le reste, y compris la levée des sanctions américaines, suivra. Cette attitude annonce un avenir incertain, marqué par des accès de violence réguliers, une incertitude persistante sur les marchés mondiaux de l'énergie et la menace constante de nouvelles grèves planant sur les monarchies du Golfe.

« La République islamique va se transformer en un régime encore plus autoritaire. Elle tire de la guerre la leçon que les concessions s'obtiennent par la coercition : en attaquant ses voisins, en menaçant le détroit d'Ormuz et en faisant grimper le prix du pétrole », a déclaré Karim Sadjadpour, spécialiste de l'Iran au Carnegie Endowment for International Peace au Wall Street Journal « À l'instar de la Russie de Poutine, la République islamique estime que sa sécurité repose non pas sur la prospérité de son peuple, mais sur l'insécurité de ses voisins. »

Maintenant que les États-Unis n'ont pas réussi à protéger ces États du Golfe des attaques iraniennes, la volonté de Téhéran d'institutionnaliser son contrôle sur le détroit d'Ormuz témoigne de son ambition d'instaurer une nouvelle Pax Iranica au Moyen-Orient. En effet, les pays du Golfe dépendent, à des degrés divers, de ce détroit non seulement pour leurs exportations de pétrole et de gaz, mais aussi pour d'autres approvisionnements essentiels, allant des biens de consommation aux denrées alimentaires.

Cela ne signifie pas pour autant que la violence restera nécessairement contenue dans les semaines à venir. *« Fondamentalement, les Iraniens ne croient pas que Trump veuille reprendre la guerre, alors ils vont continuer à faire pression. Ils pensent vraiment qu'il ne les frappera pas du tout », a déclaré Marc Polymeropoulos, ancien haut responsable de la CIA en charge du Moyen-Orient. « Mais le risque est grand. Si l'un de ces échanges de tirs provoque un massacre de soldats américains, Trump entrera dans une colère noire. Ce n'est donc pas sans risque. »*

Le contrôle du détroit d'Ormuz est devenu une « arme en or » pour l'Iran, pour laquelle il est prêt à risquer de nouvelles escalades avec les États-Unis, et constitue une priorité plus importante qu'un programme nucléaire pour lequel il a accepté des décennies de sanctions.

L'une des raisons de la position de l'Iran est la méfiance envers les États-Unis, aggravée par la décision de Trump en 2018 de dénoncer un accord nucléaire existant, son retour à la guerre cette année après avoir convenu d'un cessez-le-feu l'été dernier, et par le lancement non annoncé de la guerre au cours de négociations diplomatiques.

Si l'Iran cédait sur le détroit d'Ormuz, Trump ne ferait qu'intensifier ses exigences dans d'autres domaines, notamment sur le dossier nucléaire et sur l'arsenal de missiles conventionnels iraniens, et l'Iran n'abandonnera jamais ses piliers qui assurent sa sécurité nationale ainsi que sa souveraineté. Le régime iranien préférera toujours mourir au combat que la capitulation.

« Les Iraniens ne céderont pas sur la question de principe consistant à savoir qui est le maître du détroit d'Ormuz, estime Robert Malley, ancien conseiller sur l'Iran des présidents démocrates Barack Obama et Joe Biden au Monde. C'est le principal levier de négociation avec lequel ils peuvent jouer, en menaçant de l'ouvrir ou de le fermer, l'équivalent pour eux des sanctions économiques que leur imposent les Etats-Unis. »

« La question est désormais de savoir si l'on se dirige vers un conflit intermittent ou un conflit en continu, souligne Reuel Marc Gerecht, chercheur associé à la Fondation pour la défense des démocraties et proche des néoconservateurs américains au Monde. A mon avis, ce sera plutôt un conflit intermittent, car le président Trump n'a pas de réelle volonté de mener la bataille d'Ormuz. Il n'y a pas de mouvement de fond côté républicain en faveur d'un déploiement de troupes, sa priorité est de s'extraire de ce bazar. »

Car la crainte est forte, côté républicain, de perdre la majorité au Congrès lors des élections de mi-mandat, en novembre. La question de l'inflation reste un sujet de débat majeur aux Etats-Unis, sur lequel jouent les démocrates dans leurs campagnes.

Dans ce domaine, les candidats républicains savent qu'ils devront sans doute se passer d'une mobilisation sans faille de la Maison Blanche, tant Donald Trump paraît plus concerné par le Moyen-Orient que par ces élections.

Si les comparaisons avec les guerres en Irak ou en Afghanistan, où l'on a vu sur le terrain des dizaines de milliers de soldats, paraissent hasardeuses, le conflit a, une fois de plus, tout du borborygme. Au-delà de l'épineuse question du détroit d'Ormuz, Donald Trump a en effet deux autres dossiers à régler avec Téhéran : l'arrêt du programme nucléaire iranien et la conclusion d'une paix durable entre le Liban et Israël.

Rien ne dit qu'il parvienne à les résoudre avant la fin de son mandat, les diplomates s'y cassent les dents depuis des décennies. Rien ne dit, non plus, qu'il ait une stratégie claire en la matière.

« L'Iran se prépare à ce type de conflit asymétrique depuis des décennies », a déclaré Jason H. Campbell, chercheur principal à l'Institut du Moyen-Orient et ancien responsable du Pentagone chez AP News. « Je pense qu'ils commencent à démontrer pourquoi aucun autre président américain depuis Reagan n'a choisi de s'engager à ce niveau de conflit avec l'Iran, car ils ont cette capacité de perturber complètement le détroit d'Ormuz. »

Cela souligne la situation difficile dans laquelle se trouve Trump, alors que le transport maritime commercial reste étouffé dans le détroit, que les prix du pétrole remontent et que l'Iran ne montre aucun signe de capitulation. La guerre est impopulaire auprès de nombreux Américains et pourrait influencer les prochaines élections de mi-mandat avec les prix de l'essence élevés.

« Ils pensaient que la situation était sous contrôle, et maintenant ils voient une nouvelle escalade, et les marchés réagissent négativement », a déclaré Eric Lob, chercheur nonrésident au programme Moyen-Orient de la Carnegie Endowment for International Peace et professeur de politique et de relations internationales à la Florida International University chez AP News.

« C'est vraiment une sorte d'épreuve de volonté pour voir combien de douleur économique les Iraniens sont prêts à endurer, puis combien de douleur économique et même de responsabilité politique cela pourrait représenter pour Trump et les Républicains à l'approche de novembre », a déclaré Eric Lob.

Compte tenu de la capacité démontrée de l'Iran à influencer le trafic maritime, le projet visant à garantir la liberté de navigation dans le détroit pourrait nécessiter un effort permanent des États-Unis, a déclaré Ray Takeyh, chercheur principal en études sur le Moyen-Orient au Council on Foreign Relations chez Atlantic Council.

Cela pourrait s'avérer lourd et dangereux, a expliqué Ray Takeyh, compte tenu des moyens militaires impliqués dans les missions d'escorte et de l'inévitabilité de l'ingérence iranienne.

Et même alors, le trafic maritime pourrait ne pas revenir aux niveaux d'avant-guerre.

Les publications de Trump sur les réseaux sociaux ces derniers jours ont évoqué le désir d'une présence américaine forte et continue dans le détroit, un changement profond de la part d'un président qui a passé des années à dénoncer le rôle du pays en tant que « policiers du monde ». Il finira peut-être par comprendre que surveiller le détroit ne signifie pas toujours le contrôler.

La stratégie iranienne repose sur un pari. En maintenant sa capacité de contrôle dans le détroit d'Ormuz, l'Iran espère que la hausse des prix de l'énergie finira par imposer un coût économique et politique suffisamment élevé aux États-Unis pour les inciter à réduire leur engagement militaire ou à revenir à la table des négociations dans une position moins favorable.

« Le conflit est désormais devenu une course contre le temps et une guerre d'endurance, analyse Hamidreza Azizi, chercheur au cercle de réflexion Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin au Monde. La question décisive sera de savoir si la dégradation des conditions économiques et des infrastructures iraniennes progressera plus rapidement que la hausse des prix de l'énergie provoquée par l'instabilité dans le détroit d'Ormuz, ou si ce sera l'inverse. »

A Téhéran, la stratégie d'escalade graduelle et d'usure ne doit toutefois pas être perçue comme figée.

L'emploi récurrent de l'expression « pour l'instant » dans les déclarations des responsables iraniens laisse entendre que le niveau actuel de la riposte relève d'un choix politique, et non d'une limite des capacités militaires du pays. « L'Iran affirme encore agir dans le cadre d'une réponse proportionnée, mais il avertit que cette proportionnalité pourrait ne pas durer, estime, sur X, Babak Vahdad, analyste indépendant et spécialiste de l'Iran, du golfe Persique et du chiisme.

La véritable menace réside dans l'idée que la prochaine phase pourrait être plus large et qualitativement différente. »

Si les dirigeants iraniens concluent que les Etats-Unis ont opté pour une guerre totale et que la survie du régime est en jeu, ils pourraient rompre avec leur retenue actuelle et, comme lors des premières semaines de la guerre déclenchée par les Etats-Unis et Israël, le 28 février, cibler les infrastructures énergétiques des pays arabes de la région.

Les dirigeants du transport maritime craignent que Trump ne tente finalement de revendiquer une victoire, que les États-Unis retirent leurs troupes et que les navires soient confrontés à un régime payant instauré par l'Iran et Oman.

Téhéran a déclaré qu'il prévoyait de facturer des « frais de service » aux navires pour leur transit à l'avenir.

« L'essentiel est : où serons-nous dans un an si les Américains se sont retirés ou ont réduit leurs capacités dans la région », a déclaré un cadre de l'industrie pétrolière au Financial Times. « On dirait qu'on va emprunter un itinéraire où il y aura des frais à payer d'une manière ou d'une autre. »

« La seule autre solution est de parvenir à un accord avec l'Iran, ce qui signifie que les Américains vont devoir perdre la face. » a déclaré Steve Williams, directeur général de la société de logistique Nippon Express UK, au Financial Times.

Les États-Unis ont répété à plusieurs reprises qu'ils n'accepteraient jamais une telle situation. Mais il est très peu probable qu'un bombardement intensifié force l'ouverture du détroit, et il n'y a actuellement aucun désir à la Maison-Blanche d'engager des troupes terrestres. Le général américain à la retraite Barry McCaffrey estime qu'une guerre terrestre au sujet d'Hormuz nécessiterait une force de 600 000 soldats et pourrait durer un an.

L'administration Trump sait que la menace des missiles et drones iraniens deviendra plus intense dans les années à venir. Téhéran a déjà démontré qu'il pouvait frapper une variété de cibles, notamment l'aéroport de Dubaï, les installations de GNL du Qatar et les bases militaires américaines dans la région.

Mais les stratèges américains craignent que le développement rapide de la technologie des drones et des missiles, combiné à une aide importante de la Russie et de la Chine, rend très probable que dans quelques années l'Iran possède des armes plus précises et à plus grande portée.

Le type de cibles qui pourraient alors devenir vulnérables à une attaque par le régime iranien inclut le réacteur nucléaire de Dimona en Israël et la base américaine de Diego Garcia, qui est cruciale pour la projection de puissance américaine dans l'Indo-Pacifique. Les Iraniens avaient tiré des missiles près des deux cibles plus tôt dans ce conflit, sans succès. Mais cela pourrait changer.

La réticence de Washington à accepter que Téhéran puisse sortir de cette guerre dans une position plus puissante est compréhensible. Mais la difficulté, c'est que tenter de renverser cette situation comporte ses propres dangers.

Chaque échange de coups avec l'Iran engendre de nouvelles pertes et risque d'entraîner l'Amérique encore plus profondément dans un nouveau borbier au Moyen-Orient. Pendant ce temps, la guerre contre l'Iran a déjà rapidement épuisé le stock d'armes américain. Il a été largement rapporté que les États-Unis ont épuisé 30 % de leur stock de missiles de croisière Tomahawk et 50 % de leurs intercepteurs Patriot au cours des premières semaines de leur conflit avec l'Iran.

Beaucoup de ces munitions étaient destinées à un éventuel conflit autour de Taïwan. Reconstituer l'arsenal américain pourrait prendre des années. Une fenêtre d'opportunité s'ouvre donc pour que la Chine puisse prendre une action militaire. La guerre avec l'Iran est actuellement la plus grande crise internationale à laquelle le gouvernement américain est confronté. Mais cela pourrait créer les conditions pour une crise encore plus grande dans les années à venir.

Selon le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), les États-Unis ont utilisé jusqu'à la moitié de certains missiles défensifs et offensifs clés au cours du conflit iranien de cette année. La diminution de ces munitions réduit la capacité de la Maison-Blanche à projeter sa puissance et enhardit ses adversaires.

Le vrai danger n'est donc pas l'absence de diplomatie, mais une diplomatie trop rigide pour sortir de l'impasse.

Les deux camps pensent avoir le-dessus

Téhéran ne semble pas disposé à s'engager dans une guerre prolongée, mais refuse, dans le même temps, de se plier aux exigences du président américain Donald Trump, et insiste pour préserver ce qu'il considère comme les acquis de la guerre. Il a ajouté que les dirigeants iraniens semblent avoir fait leur choix face à une pression accrue : privilégier l'escalade à la capitulation.

Les sanctions et les pressions américaines infligent des dommages considérables à l'économie iranienne, mais l'impact de ces mesures n'est pas unilatéral. Téhéran estime pouvoir faire peser une partie du coût de la confrontation sur l'économie mondiale, notamment en affectant l'approvisionnement énergétique et la stabilité régionale.

L'Iran n'acceptera pas une situation permettant à Washington de tirer profit de sa politique de « pression maximale » sans en subir les conséquences. Un blocus économique prolongé pourrait inciter les dirigeants iraniens à intensifier leurs actions offensives, et à rechercher de nouveaux moyens d'accroître le coût de la confrontation pour leurs adversaires.

L'approche iranienne actuelle accorde une importance croissante à l'initiative, et que la poursuite des pressions pourrait inciter Téhéran à exacerber les tensions dans la région et à employer des tactiques de pression supplémentaires.

Les États-Unis ne peuvent pas maintenir leur politique de pression maximale et éviter de conclure un accord avec l'Iran sans en subir les conséquences, soulignant qu'une escalade prolongée pourrait compromettre la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz.

Par ailleurs, l'administration américaine peine encore à comprendre la mentalité du régime iranien. Téhéran est capable de faire des concessions, de reculer tactiquement, voire de modifier certaines de ses politiques, mais, éprouve une extrême difficulté à accepter une capitulation publique sous la pression.

Ainsi, le président américain pourrait se retrouver confronté au même dilemme qu'au cours des derniers mois : choisir entre une escalade militaire ou politique coûteuse et imprévisible et accepter les conditions iraniennes, potentiellement humiliantes pour Washington. Les options qui s'offrent désormais à l'administration américaine se limitent au pire des deux.

C'est la distinction que Washington doit garder à l'esprit : la capacité à infliger d'énormes dommages à l'Iran n'équivaut pas à la capacité de contraindre l'Iran à capituler. La puissance militaire peut imposer des coûts extraordinaires.

La question la plus difficile est de savoir si ces coûts produisent les concessions politiques réellement recherchées. Dans ce cas précis, il existe très peu de raisons de supposer que ce sera le cas.

L'Iran est loin d'être invincible. Là n'est pas la question. La vraie question est de savoir si les États-Unis et leurs partenaires régionaux sont prêts à payer les coûts énormes d'une guerre prolongée et escaladant avec Téhéran, sans aucune garantie que ces coûts modifieront fondamentalement la position de négociation de l'Iran.

Avant d'escalader, Washington doit répondre à une question bien plus difficile : non pas si l'Iran peut être blessé, il peut clairement l'être, mais quel niveau de perturbation militaire, économique et régionale les États-Unis sont disposés à absorber si Téhéran choisit l'escalade plutôt que la capitulation.

Un conflit infini

Mais le tableau stratégique plus large est de plus en plus préoccupant : ni Washington ni Téhéran ne parviennent à se dissuader mutuellement.

Chaque camp semble croire qu'en augmentant le coût militaire, il finira par forcer l'autre à reculer. C'est en réalité l'inverse qui se produit. Chaque escalade n'est pas suivie de retenue ou de capitulation, mais d'une nouvelle escalade.

C'est là le problème fondamental de la trajectoire actuelle. Il n'existe pas de voie cinétique évidente pour revenir à un statu quo stable. Si les États-Unis intensifient leurs attaques contre les pétroliers iraniens, Téhéran est plus susceptible d'étendre ses attaques contre les pétroliers dans le Golfe que de les réduire. Et de nouvelles attaques iraniennes accroîtront à leur tour la pression sur Washington pour qu'il réagisse.

L'Iran ne dissuade pas les États-Unis, et les États-Unis ne dissuadent pas l'Iran.

Parallèlement, une autre course est engagée : celle entre la détérioration de l'économie iranienne et la hausse du prix mondial du pétrole. Jusqu'à présent, aucun des deux camps ne semble considérer que cette pression économique constitue une raison suffisante pour réduire sa volonté de recourir à la force.

La question cruciale est donc de savoir si quelqu'un trouvera un moyen d'interrompre ce dangereux cycle d'escalade et de ramener les parties vers la diplomatie, ou si les deux camps continueront de gravir l'échelle jusqu'à ce que l'escalade devienne de plus en plus difficile à maîtriser.

Le régime iranien n'a par ailleurs plus grand-chose à craindre sérieusement de l'administration Trump, en raison du temps perdu en début d'année. Seule une invasion à grande échelle changerait leur calcul, mais il n'y a évidemment quasiment aucune chance que cela se produise. D'où leur sentiment d'être en position de force.

La Maison-Blanche n'est même pas capable de saisir, ni d'admettre, que Téhéran coordonne clairement son action avec la Russie. Cette coordination va certainement au-delà de la simple transmission des coordonnées des troupes américaines. Sans parler de la flambée des prix du pétrole, qui profite aux deux régimes.

La seule bonne nouvelle est que l'Ukraine épuise la Russie, et par extension l'Iran. Mais Washington est en train de gâcher clairement cet élan.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine et celle entre l'Iran, les États-Unis et Israël sont de plus en plus étroitement liées de jour en jour. Il est regrettable qu'il semble que l'axe Russie-Iran soit plus soudé que l'axe États-Unis-Israël-Ukraine.

En l'absence d'une véritable grande stratégie de la part de l'administration américaine, qui devrait aussi prévoir l'implication des alliés et partenaires, toute cette guerre relève de la bévue d'ampleur historique. C'est un nouvel exemple de l'importance d'une stratégie claire, d'alliances solides et de la confiance.

Le statu quo actuel est donc intrinsèquement instable. L'Iran n'acceptera pas simplement un blocus maritime indéfini, et il ne laissera pas non plus Washington lui imposer des coûts économiques croissants sans imposer lui-même des coûts en retour.

L'Iran réagira à une pression soutenue, et chaque nouvelle manche de représailles et de contre-représailles accroît le risque pesant sur les marchés énergétiques

mondiaux. Les prix du pétrole augmenteront même si les États-Unis continuent de frapper ou de couler des pétroliers iraniens.

L'action militaire pourrait imposer des coûts à Téhéran. Elle ne résout pas le problème d'Ormuz. Sans porte de sortie diplomatique crédible, elle risque de transformer la coercition en un cycle d'escalade sans issue claire.

Les dirigeants iraniens estiment que le moment est peut-être venu de durcir le ton, avant les élections de mi-mandat américaines de novembre, où une guerre impopulaire pourrait nuire à Trump et au Parti républicain.

Certains dirigeants iraniens estiment également que le moment est opportun pour agir, car Trump reprendra de toute façon la guerre après les élections de mi-mandat. Le président se sentira soit conforté par une victoire électorale inattendue, soit convaincu qu'il n'a plus rien à perdre en poursuivant sa propre stratégie.

L'administration Trump semble considérer que « la dynamique est de son côté » en raison de l'augmentation du trafic dans le détroit d'Ormuz et de l'impact du blocus américain sur les ports iraniens, a déclaré Naysan Rafati, analyste principal sur l'Iran au sein de l'International Crisis Group, un groupe de réflexion au Washington Post. Les dirigeants iraniens pourraient contester les détails, a-t-il ajouté, mais ils sont conscients des risques qui pèsent sur leur influence et veulent « montrer qu'ils ont encore des atouts en main ».

« Ils veulent montrer qu'ils ne sont ni réticents au risque ni dissuadés », a-t-il déclaré. « Et qu'ils vont tenter d'imposer leurs propres coûts aux États-Unis. »

Ali Vaez, directeur adjoint des programmes pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au sein de l'International Crisis Group, a déclaré au Washington Post que l'Iran était « prêt à prendre des risques de plus en plus importants pour briser le blocus ».

« D'une certaine manière, plus le président Trump réussit à exercer une pression économique sur l'Iran, plus il échoue en contraignant les Iraniens à recourir à la force », a-t-il déclaré.

Un système énergétique mondial mis à rude épreuve

Au déclenchement du conflit, de nombreux économistes redoutaient qu'une fermeture effective du détroit d'Ormuz ne provoque une crise énergétique majeure. Ces craintes se sont en partie matérialisées.

Dès mars, l'Iran a effectivement fermé le détroit, provoquant ce que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a qualifié de « choc d'approvisionnement pétrolier le plus grave de l'histoire ».

Le baril est passé d'un peu plus de 70 dollars avant-guerre à plus de 125 dollars en avril, avant de se stabiliser entre 80 et 90 dollars, fourchette qu'il a dépassée début septembre, franchissant les 100 dollars sous l'effet de l'escalade des frappes.

Le système mondial a cependant démontré une capacité d'adaptation notable. La production hors Golfe, États-Unis, Argentine, Brésil, Canada, Guyana, a progressé d'environ 1,4 million de barils par jour.

En mars, les 32 pays membres de l'AIE ont débloqué 400 millions de barils de leurs réserves d'urgence, soit le plus important prélèvement coordonné de l'histoire de l'agence, plus du double du précédent record de 2022 lié à la guerre en Ukraine.

La demande a elle aussi reculé, notamment en Chine, premier importateur mondial de brut, qui a ramené ses importations maritimes de plus de 11 millions à un peu plus de 7 millions de barils par jour en puisant dans ses réserves stratégiques et en restreignant ses exportations de carburants.

Les pays du Golfe ont par ailleurs activé des routes de contournement : les Émirats arabes unis via l'oléoduc reliant leurs champs intérieurs à Fujairah, et l'Arabie saoudite via son oléoduc Est-Ouest de 1 200 km, qui a acheminé jusqu'à 4-5 millions de barils par jour vers le port de Yanbu, sur la mer Rouge, devenant la principale voie d'exportation alternative du royaume.

Les mécanismes d'absorption du choc s'épuisent

Ce système d'amortissement montre aujourd'hui ses limites. Les stocks stratégiques américains sont tombés sous les 300 millions de barils, leur plus bas niveau depuis les années 1980, après une ponction de plus de 100 millions de barils depuis le début de l'année. Ces réserves d'urgence sont conçues pour absorber des chocs temporaires, non pour compenser durablement une perte de production structurelle.

Plus préoccupant, les routes de contournement elles-mêmes sont désormais prises pour cible. Les 10 et 11 septembre, des drones tirés depuis le territoire irakien, vraisemblablement par des milices proches de l'Iran, ont frappé l'oléoduc Est-Ouest saoudien dans les provinces de Riyad et de Médine, endommageant trois de ses onze stations de pompage et contraignant Ryad à fermer

temporairement cette artère vitale, privant le marché de plusieurs millions de barils par jour.

Le Brent a bondi jusqu'à environ 110 dollars avant de refluer à 105 dollars, franchissant pour la première fois depuis mai le seuil des 100 dollars. Selon des sources sécuritaires citées par Reuters, l'oléoduc a redémarré le 22 septembre, mais un retour à pleine capacité nécessitera entre six et huit semaines.

Cette attaque s'inscrit dans une coopération croissante entre milices irakiennes pro alliées à l'Iran et rebelles houthis au Yémen. Après avoir décrété en juillet un blocus naval visant l'Arabie saoudite, les Houthis ont renforcé leur emprise sur le littoral ouest du Yémen, s'emparant de positions stratégiques à proximité du détroit de Bab el-Mandeb, deuxième verrou énergétique mondial après Ormuz.

Ni Bab el-Mandeb ni Ormuz ne sont donc plus des routes sûres pour les pétroliers, singulièrement ceux transportant du brut saoudien.

Plus de 80 installations énergétiques régionales ont été touchées depuis le début du conflit, incluant le port de Ras Tanura en Arabie saoudite, la raffinerie de Sitra à Bahreïn, plusieurs sites au Koweït, ainsi que le complexe gazier d'Habshan et les installations d'exportation de Fujairah aux Émirats.

Le coût de location d'un superpétrolier a dépassé pour la première fois 1,2 million de dollars par jour sur les routes entre le Moyen-Orient et l'Asie, accentuant la pression croissante sur les marchés mondiaux de l'énergie déclenchée par la guerre en Iran.

Le conflit a provoqué une grave pénurie des plus grands pétroliers du monde, connus sous le nom de Very Large Crude Carriers (VLCC), car les navires doivent redessiner leurs itinéraires et parcourir des distances beaucoup plus longues.

Les tarifs de transport de pétrole entre le Moyen-Orient et la Chine ont plus que doublé depuis fin août pour la plus grande catégorie de navires, d'une capacité d'environ deux millions de barils, selon le courtier maritime Braemar. D'autres routes ont connu des hausses similaires ; le coût du transport de pétrole du Brésil vers la Chine a ainsi bondi d'un tiers la semaine dernière, a ajouté Braemar.

Durant la majeure partie de l'année dernière, les tarifs des VLCC ont oscillé entre 20 000 et 50 000 dollars par jour. Avant le début du conflit, une pénurie structurelle de navires avait déjà fait grimper le coût du transport de marchandises dans le Golfe à un niveau record de 120 000 dollars par jour en février, selon le Baltic Exchange, organisme qui évalue les tarifs de transport maritime.

La flambée des coûts de transport du pétrole a contraint certaines raffineries à réduire leur production face à la baisse de leur rentabilité, alors même que le prix des carburants raffinés atteint des sommets historiques. À Singapour, le prix du diesel avoisine les 180 dollars le baril, et dépasse largement les 200 dollars le baril aux États-Unis et en Europe.

Les pétroliers naviguant au Moyen-Orient doivent également faire face à des coûts d'assurance exorbitants qui peuvent atteindre jusqu'à 10 % de la valeur de la coque du navire, une mesure courante pour l'assurance maritime. Dans les zones de conflit moins actives, la couverture des risques de guerre se situe généralement autour de 3 % ou moins.

« Le transport maritime n'est plus un coût marginal sur les marchés pétroliers ; il devient un facteur déterminant des prix. Les frais de fret représentent désormais environ un cinquième du coût d'acheminement du pétrole brut vers les raffineries, ce qui souligne à quel point les perturbations en mer influent de plus en plus directement sur le prix du pétrole livré », a déclaré Tom Reed, responsable de l'analyse du marché pétrolier chez Argus, une agence de tarification au Financial Times.

Faute de marge de manœuvre pour compenser une nouvelle perte d'approvisionnement significative, toute escalade supplémentaire risquerait de faire basculer le système énergétique mondial dans une crise aux répercussions bien plus larges qu'une simple hausse des prix à la pompe.

Les pénuries de diesel, carburant indispensable au transport routier, à l'agriculture, à la construction et au fret maritime, se propageraient rapidement à l'ensemble de l'économie mondiale.

La contraction des flux de GNL pèserait sur les marchés européens de l'électricité et du chauffage, à un moment où le continent aborde l'hiver avec des stocks de gaz insuffisants.

Les pénuries d'engrais renchériraient les coûts agricoles et menaceraient les récoltes futures. Or les trois quarts de la population mondiale vivent dans des pays dépendants des importations énergétiques, une exposition qui rend la fragilité actuelle du système d'autant plus systémique.

Cette tension reflète le problème fondamental auquel Washington est désormais confronté : aucune des deux voies n'offre d'issue facile. Le statu quo actuel est de plus en plus difficile à maintenir. Les États-Unis ont remporté d'importants succès tactiques dans et autour du détroit d'Ormuz, et l'administration affirme que les

forces américaines exercent désormais un contrôle effectif sur les principales voies de navigation.

Mais ces succès opérationnels n'ont pas permis de trouver une solution stratégique. Les prix de l'énergie restent élevés, l'activité iranienne se poursuit, et l'expansion de la campagne des Houthis contre l'Arabie saoudite ajoute une source de pression supplémentaire sur les marchés énergétiques régionaux.

L'escalade, cependant, pose ses propres problèmes. Le président Trump comprend les énormes implications politiques et militaires d'un déploiement de forces terrestres américaines en Iran. Mais l'intensification de la campagne aérienne ne suffira probablement pas, à elle seule, à obtenir la capitulation iranienne.

Il est plus probable que Téhéran réagisse par une escalade ailleurs dans la région, surtout si les dirigeants iraniens estiment que la survie du régime est en jeu. Cette question prend une importance accrue à l'approche des élections de mi-mandat aux États-Unis.

Trump a insisté à plusieurs reprises sur le prix de l'énergie et a publiquement reconnu que le règlement du conflit iranien pourrait prendre plus de temps que prévu.

L'administration est donc confrontée à une réalité stratégique délicate : Washington dispose d'une supériorité militaire, mais cette supériorité ne garantit pas automatiquement un résultat politique acceptable.

Ce même dilemme se pose de plus en plus au Yémen. Washington a tout intérêt à soutenir l'Arabie saoudite, l'un de ses principaux partenaires régionaux, d'autant plus que les attaques des Houthis menacent les infrastructures saoudiennes et les flux énergétiques mondiaux.

Parallèlement, l'administration a des raisons compréhensibles d'éviter de s'enliser dans une nouvelle campagne militaire potentiellement sans fin contre les Houthis.

Washington se retrouve donc face à un véritable dilemme stratégique : se retirer à des coûts pour l'Arabie saoudite et la crédibilité des États-Unis, mais une intervention militaire sans stratégie durable et sans fin politique réalisable pourrait entraîner des coûts encore plus élevés.

Ce défi devient encore plus intense étant donné que l'administration actuelle, et le président Trump en particulier, ne sont pas connus pour leur patience face à des

campagnes militaires prolongées et ouvertes qui ne produisent pas de résultats rapides et visibles.

C'est pourquoi la question essentielle n'est pas de savoir ce que fera le président Trump ensuite, mais ce qu'il souhaite obtenir en définitive. Les négociations sont des outils. Les frappes militaires sont des outils. Les pressions économiques sont des outils. Aucun de ces moyens ne constitue une stratégie à lui seul.

Si l'objectif est l'effondrement du régime par la pression économique, Washington doit se demander si cela est réaliste compte tenu du calendrier envisagé par l'administration, et quelles seront les réactions de l'Iran face à l'intensification de la pression. Un régime qui se sent menacé dans sa survie risque de devenir plus dangereux, et non plus conciliant.

Et si l'objectif est un règlement négocié, Washington doit déterminer le résultat qu'il est prêt à accepter et les compromis nécessaires pour y parvenir. La rhétorique de plus en plus incisive de Trump doit donc être perçue moins comme la preuve que Washington a arrêté sa décision que comme le reflet du dilemme stratégique auquel l'administration est confrontée.

Les États-Unis peuvent continuer à remporter des succès militaires tactiques. Mais les prix du pétrole restent élevés, la confrontation avec l'Iran se poursuit, la menace houthie s'étend et la question nucléaire iranienne demeure irrésolue.

Le défi pour Washington n'est plus de démontrer sa capacité à imposer des coûts à l'Iran, mais de définir le résultat politique que ces coûts sont censés produire.

Vers un cessez-le-feu élargi, ou l'enlisement

Une désescalade durable supposerait un cessez-le-feu élargi aux infrastructures énergétiques, associant l'ensemble des belligérants, États-Unis, partenaires arabes du Golfe et Israël d'un côté, Iran, Houthis et milices alliées en Irak de l'autre.

Un accord américano-iranien ne suffirait toutefois pas à lui seul à sécuriser l'ensemble du théâtre : Téhéran n'exerce probablement pas un contrôle suffisant sur les Houthis, acteur relativement autonome, pour obtenir la fin de leur campagne contre l'Arabie saoudite.

Ryad pourrait donc devoir négocier séparément avec le mouvement yéménite, un chantier délicat, tant le différend s'enracine dans une guerre civile vieille de douze ans, et qui impliquerait probablement d'accepter une participation politique des Houthis et un partage des revenus pétroliers du Yémen.

Les deux camps auraient objectivement à gagner d'une cessation des hostilités : chute rapide des prix de l'énergie pour Washington, retrait des troupes de la région et reconstitution des stocks de munitions ; reprise des exportations pétrolières et gazières, levée partielle des sanctions et aide à la reconstruction pour Téhéran.

Mais aucune des deux parties ne semble aujourd'hui disposée à payer le prix politique d'un compromis sans « victoire » décisive à afficher. L'Iran par crainte d'apparaître en position de faiblesse, les États-Unis par crainte des accusations d'avoir mené une guerre coûteuse pour un résultat qui, en l'état, aurait affaibli la région sans affaiblir Téhéran.

C'est là le dilemme stratégique inconfortable. Accepter l'arrangement risque d'institutionnaliser un levier iranien sur l'un des points de passage maritimes et énergétiques les plus importants au monde. Le rejeter risque une confrontation militaire croissante qui pourrait perturber davantage le transport maritime, faire grimper les prix de l'énergie, et potentiellement entraîner à nouveau les États-Unis dans une guerre régionale bien plus large. Il n'y a pas de bonne option ici.

Plus important encore, il n'existe pas de retour facile à l'ancien statu quo. Téhéran semble considérer sa position à Ormuz comme un acquis stratégique et ne l'abandonnera vraisemblablement pas simplement parce que Washington exerce une pression militaire ou économique supplémentaire.

Le véritable choix n'est donc pas entre restaurer l'ancien statu quo et accepter le contrôle iranien. Il est entre tenter de gérer une nouvelle réalité défavorable par la diplomatie, ou tenter de l'inverser par la coercition et accepter la possibilité bien réelle d'une escalade beaucoup plus large.

C'est la décision que Washington et les États du Golfe doivent prendre.

Les États du Golfe approchent eux aussi d'un point de décision stratégique dans leur confrontation avec l'Iran et l'axe plus large aligné sur Téhéran. Ils font face de plus en plus à deux voies très différentes. L

a première est la diplomatie : accepter un arrangement négocié pour le détroit d'Ormuz tandis que, en parallèle, l'Arabie saoudite retourne à la table des négociations avec les Houthis sur le Yémen et la confrontation maritime autour de Bab al-Mandab.

La seconde est de conclure qu'accepter ces arrangements reviendrait en réalité à laisser l'Iran et ses partenaires réécrire les règles régionales par la pression

militaire. Cela pousserait les États du Golfe vers une ligne plus dure, mais qui comporte un risque d'escalade nettement plus élevé

Ce choix est particulièrement difficile car le conflit a mis au jour des divergences importantes entre les États du Golfe sur la manière de traiter avec l'Iran. Malgré l'escalade, les capitales du Golfe ont aussi cherché à préserver des canaux de communication avec Téhéran.

Elles comprennent clairement les coûts économiques et sécuritaires considérables d'une guerre régionale incontrôlée. Mais maintenir le dialogue ne signifie pas nécessairement accepter la nouvelle réalité que l'Iran cherche à établir.

Si les États du Golfe rejettent un nouvel arrangement à Ormuz qu'ils jugent légitimer un levier iranien sur l'un des corridors énergétiques les plus importants au monde, la probabilité d'un nouveau cycle d'escalade augmentera considérablement.

Le même dilemme s'applique à l'Arabie saoudite et aux Houthis : Riyad doit décider si un retour aux négociations représente une désescalade pragmatique ou récompense effectivement la coercition. Ce moment devient donc un moment de choix stratégique pour le Golfe.

Le statu quo actuel est de plus en plus destructeur pour la stabilité régionale et ne peut être maintenu indéfiniment.

Mais reconnaître que le statu quo est intenable ne répond pas à la question la plus importante : quelle est la façon la moins dangereuse de le faire évoluer ?

Les États du Golfe restaurent-ils la stabilité par un accommodement négocié avec l'Iran et les Houthis, même si cela exige d'accepter certaines nouvelles réalités inconfortables ? Ou concluent-ils que l'accommodement d'aujourd'hui ne fera qu'inviter une coercition plus grande demain, et choisissent-ils donc la confrontation malgré les risques ?

Le choix n'est plus entre stabilité et escalade. Il est de plus en plus entre deux voies concurrentes et risquées pour tenter de restaurer la stabilité : l'accommodement ou la confrontation.

Une fois que les deux camps commencent à tester les lignes rouges de l'autre, le risque d'erreur de calcul augmente considérablement. Une attaque iranienne causant d'importantes pertes américaines, ou une réponse américaine franchissant l'une des lignes rouges de Téhéran, pourrait rapidement faire

dépasser la confrontation au-delà d'une escalade calibrée et ramener à une guerre à grande échelle.

C'est dans cette impasse politique, plus que dans l'absence de canaux diplomatiques, que réside aujourd'hui le principal risque d'escalade.